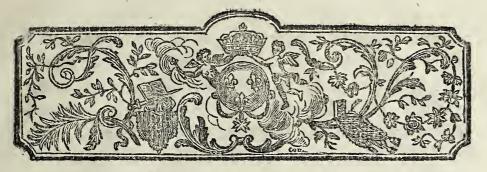
Japrines Livery



## ARREST DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

Du 14 Mars 1773.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

Procès de M. le Comte de Beaumont, Brigadier des Armées du Roi; Sa Majesté a reconnu que cet Imprimé étoit aussi contraire aux Réglemens, que repréhensible dans plusieurs expressions qu'il renferme. Le Comte de Beaumont en esset n'a point de procès actuellement existant: celui qu'il a soutenu au Parlement de Paris contre la dame de Beaumont sa femme, auquel cet Imprimé paroît relatif, est jugé; & sa Requête en cassation de l'Arrêt qui y est intervenu, ne sait pas la matiere d'un procès,

puisque cette Requête n'a pas même encore été rapportée au Conseil de Sa Majesté. Si l'Imprimé dont il s'agit, a été fait & distribué dans la vue de seconder cette Requête, & de lui servir d'appui, la contravention aux Réglemens devient encore plus sensible, puisque par l'Arrêt du Conseil du 4 Novembre 1769, il n'est permis aux Parties qui ont recours à Sa Majesté, que de faire imprimer seulement leur Requête en cassation. D'un autre côté, l'Ecrit dont il s'agit, a été livré à l'impression par une double prévarication dont Me Bocquet de Tilliere, Avocat aux Conseils, s'est rendu coupable. Il s'est permis de supposer qu'il avoit assisté à l'Assemblée où la Consultation contenue dans cet Ecrit, paroît avoir été arrêtée. Il s'est inscrit au nombre des Consultans, & il a donné à l'Imprimeur la permission d'imprimer, pour l'absence prétendue de Me Despaulx qui étoit à Paris, & qui n'en est point sorti. Mais ce qui rend cet Imprimé plus condamnable, est l'indécence affectée avec laquelle on y parle de l'Arrêt que le Comte de Beaumont paroît vouloir attaquer. Sa Majesté n'interdira jamais à ses sujets la faculté de recourir à son Conseil contre les Arrêts de ses Cours, lorsqu'ils seront contraires aux Loix & Ordonnances de son Royaume; mais Elle ne souffrira point qu'on s'écarte du respect qui est dû à ces Arrêts, & aux Magistrats qui les ont rendus. C'est de-là qu'Elle ne peut trop se hâter de proscrire l'Imprimé dont il s'agit, dans

lequel, pages 3 & 21, l'on a osé donner à l'Arrêt du Parlement de Paris, dont le Comte de Beaumont croit pouvoir se plaindre, des qualifications injurieuses & absolument repréhensibles. L'affectation avec laquelle ces qualifications condamnables font imprimées, poge 21, est un nouveau motif qui exige de Sa Majesté, qu'Elle fasse connoître toute son animadversion contre cette espece de libelle & contre celui qui en a autorisé l'impression. A quoi voulant pourvoir: Ouile rapport & tout confidéré; LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, a supprimé & supprime ledit Imprimé ayant pour titre, Etat des pieces produites dans le Procès de M. le Comte de Beaumont, Brigadier des Armées du Roi, comme contraire aux Réglemens, & contenant des expressions & qualifications injurieuses & condamnables, contre l'Arrêt du Parlement de Paris du dix Juillet mil sept cent foixante-douze, & dont il s'agit. Fait défenses Sa Majesté de débiter, ou autrement distribuer ledit Imprimé, sous telle peine qu'il appartiendra, sans préjudice au Comte de Beaumont, à suivre, contre cet Arrêt, les voies autorisées par les Loix & Ordonnances; ordonne que le présent Arrêt sera imprimé, publié & affiché par tout où besoin sera. Ordonne que Me Bocquet de Tilliere sera & demeurera interdit des fonctions d'Avocat aux Conseils, pendant six mois; lui fait défenses d'en exercer aucunes pendant ledit temps, directement ni indirectement, à peine de faux : Ordonne que le présent Arrêt lui

 sera signissé de l'ordre de Sa Majesté, notifié au college des Avocats au Conseil, imprimé, publié & affiché par tout où besoin sera. FAIT au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le quatorze Mars mil sept cent soixante-treize. Signé, PHELYPEAUX.